



L'incorrect

ESPACE DE LIBRES DÉBATS



Des partisans du Brexit manifestent devant le Parlement de Londres pour le départ de leur pays de l'Union européenne. La réaction de la population au mépris des élites mondialisées.

Populismes, quand vous nous tenez...

Un spectre hante le monde globalisé du XXI^e siècle: le populisme. Mot fourre-tout par excellence, mouvement aux contours indéfinis: il est devenu l'auberge espagnole du fantasme de la fin des politiques. *Par André Bercoff*

Ce n'est pas par hasard que deux auteurs venus d'horizons nettement opposés viennent de faire paraître des ouvrages qui, paradoxalement, se retrouvent sur plusieurs points fondamentaux. Avec *le Moment populiste, droite-gauche, c'est fini!*, l'écrivain et philosophe Alain de Benoist, fondateur, il y a une quarantaine d'années, de la Nouvelle Droite, réunit des chroniques qui, sous différents angles, examinent cette défiance généralisée d'une majorité de la population envers les partis de gouvernement en particulier, et la classe politique en général. Jean-Claude

Michéa, essayiste de la gauche iconoclaste et orwellien de choc, publie *Notre ennemi, le capital* dans lequel il démontre éloquemment, après d'autres, que le socialisme moderne, né de la prise incongrue de la vieille SFIO par le hussard balafre Mitterrand, a depuis longtemps passé une partie du peuple par pertes et profits. Celui qui croyait en Marx et celui qui n'y croyait pas se rejoignent pour l'inventaire des points de rupture entre les élites et le peuple, la France d'en haut et la France d'en bas.

On le sait depuis longtemps: le phénomène ne se limite pas, loin s'en faut, à l'Hexagone. Syriza en Grèce, Podemos en Espagne, le Mouvement 5 étoiles et la Ligue du Nord en Italie, Pegida en Allemagne, le Brexit en Angleterre, Trump et Sanders aux États-Unis: tous prétendent avoir touché le nerf d'une population qui se sent de plus en plus abandonnée, voire rejetée par les élites mondialisées. L'avertissement du "non" français au référendum de 2005 sur le projet de traité constitutionnel européen a été jeté à la poubelle de l'histoire. Les millions d'hommes et de femmes qui s'inquiètent des conséquences d'une immigration hors contrôle, d'une Union européenne omnipotente et d'une mondialisation illimitée, se font



PATRICK IAFRATE



Alain de Benoist. Selon lui, l'offre politique ne répond plus au besoin d'identité des populations.

traiter, par le camp du bien et les princes qui nous gouvernent, de ploucs, de beaufs, d'ignares incapables de comprendre la beauté insigne d'une libre circulation des hommes, des biens et des capitaux.

Et quand l'on avance que deux tiers des Français ne se reconnaissent plus dans les partis de gouvernement, l'establishment esquisse un soupir condescendant. Décidément, ces gens sont incurables. Alain de Benoist rappelle judicieusement que le vote, pour des millions d'hommes et de femmes qui n'ont pas autrement voix au chapitre, est un moyen de représentation

et d'affirmation de soi. Depuis près d'un demi-siècle, la droite a abandonné la nation et la gauche le peuple: du coup, l'offre politique ne correspond plus à la demande d'identité, de légitimité et d'enracinement venant d'une population qui constate chaque jour les inquiétantes avancées du chômage et de l'insécurité.

Depuis le grand tournant de 1982 où le socialisme est devenu capitalisme tempéré et adhésion à l'économie de marché, la gauche de gouvernement s'est précipitée sur le sociétal à partir du moment où elle s'est aperçue que, selon l'expression de Guy Debord, « *l'économie transforme le monde, mais seulement en monde de l'économie* ». Faute de dissoudre le peuple, on le remplace par les technocrates, les bobos et les minorités sexuelles, ethniques et primo-arrivantes. La seule expression que l'on garde de *l'Internationale*, c'est « *du passé, faisons table rase* ». L'individu idéal: sans racines, sans identité, sans appartenance. Oubliés la nation, la classe sociale, la famille, la religion, le rapport entre les générations. Morale et civisme en solde.

Benoist rappelle les propos de Christophe Guilluy dans *le Crépuscule de la France d'en haut*, selon lesquels une partie du peuple a connu un plan social massif, un licenciement collectif: on ne le laissera certes pas mourir de faim ni de maladie, à condition qu'il se tienne à car-

reau et ne fasse pas trop de vagues. Pour ce faire, on développe une culture de l'excuse et de la repentance, un complexe colonial qui fait de l'Occident le responsable de tous les crimes, et des terroristes les véritables victimes de la misère et de l'économie. Les immigrés deviennent le nouveau prolétariat, les bonnes âmes gouvernantes se concentrent sur le "mariage pour tous" et la réforme scolaire pour maintenir leur domination. Et Benoist de conclure qu'en fait, droite et gauche sont mortes et que le véritable conflit d'aujourd'hui, qui ne fait que commencer, oppose déjà populisme et oligarchisme, laissés-pour-compte et classe dirigeante qui, selon l'expression de Costanzo Preve, « *se caractérise par son aisance à voyager, par l'anglais touristique, l'usage modéré des drogues, le contrôle des naissances, une nouvelle esthétique androgyne transsexuelle, un humanisme tiers-mondiste, un multiculturalisme sans vraie curiosité culturelle, et enfin par une approche générale de la philosophie qui en fait une "thérapie" psychologique de groupe et une gymnastique de relativisme communicationnel où le vieux et fatigant dialogue socratique devient le babillage de gens semi-cultivés* ».

Mais tant vont les cruches à noyer le peuple dans l'eau du bain mondialisé, qu'à un moment donné résonne, de plus en plus fort, le retour du refoulé. C'est ce qu'évoque

**LE VÉRITABLE
CONFLIT
D'AUJOURD'HUI
OPPOSE
DÉJÀ
POPULISME ET
OLIGARCHISME.**

Jean-Claude Michéa dans son livre sous-titré *Notes sur la fin des jours tranquilles*. En homme de gauche qui puise assidûment dans les textes de Marx et d'Engels, de Rosa Luxemburg et d'Orwell, il raille les élites progressistes qui se prosternent, bouches ouvertes et yeux enamourés, devant les modèles de

Goldman Sachs et de la Silicon Valley, du transhumanisme et du profit à tout va. Lui aussi rappelle l'abandon du peuple par la gauche au profit d'un « *conglomérat de minorités* », selon notamment le rapport de 2011 du think tank Terra Nova, et montre à l'envi comment les partis dynastiques, voulant cacher leur impuissance à régler quoi que ce soit de la crise économique, du chômage et de la précarité, se gargarisent de « *développement durable* », « *transition énergétique* », « *révolution numérique* » et autres fétiches pour cacher au maximum leur engluement de plus en plus évident dans le système.

Il fut un temps, rappelle Michéa, où le socialisme n'avait que peu à faire avec la gauche et voyait le piège,



HANNAH ASSOLINE/OPALE/LEEMAGE

Jean-Claude Michéa.
Pour l'essayiste de gauche,
le socialisme moderne
a abandonné le peuple.

mortel selon lui, qu'il y avait à s'engager avec celle-ci. N'oublions pas, en effet, que la Commune de Paris a été écrasée par les Versaillais de droite comme de gauche, et que Rosa Luxemburg écrivait en 1900: « *L'entrée des socialistes dans un gouvernement bourgeois n'est donc pas, comme on le croit, une conquête partielle de l'État par les socialistes, mais une conquête partielle du Parti socialiste par l'État bourgeois.* » De partielle, elle est bien sûr devenue totale. Et Jean-Claude Michéa de souligner: « *À moins, par conséquent, que la gauche moderne ne parvienne à*

“changer de peuple” [...], il est donc grand temps, pour elle, de commencer à comprendre que si ce flamboyant “libéralisme culturel” qui est aujourd'hui devenu son dernier marqueur électoral et son ultime valeur refuge suscite un tel rejet de la part des classes populaires, c'est aussi parce que ces dernières ont déjà souvent compris qu'il ne constituait que le corollaire “sociétal” logique du libéralisme économique de Milton Friedman et d'Emmanuel Macron (ce que Jacques Julliard appelle judicieusement “l'alliance, en somme, des pages saumon du Figaro et des pages arc-en-ciel de Libération”). »

Enfin, cette gauche, gérant loyalement le capitalisme tout en ayant plus ou moins honte de ce qu'elle fait, tente de se rattraper sur les réformes sociétales, du “mariage pour tous” au vote des étrangers en passant par la dépénalisation du cannabis et la féminisation de l'orthographe. Ainsi, on fait oublier le fameux “pacte de responsabilité” qui devait créer un million d'emplois... Mais là où Michéa porte le plus douloureusement la plume dans la plaie, c'est quand il aborde le problème de l'immigration. Dans le politiquement correct régnant, quiconque s'oppose à une immigration incontrôlée se situe obligatoirement à la droite de Benito Mussolini. Or, Michéa rappelle que la gauche originelle de Marx et d'Engels était catégoriquement opposée à l'afflux de main-d'œuvre étrangère,

notamment en Angleterre, qui, selon Karl Marx, « *abaisse le salaire et la situation matérielle et morale de la classe ouvrière anglaise* ». L'Internationale socialiste, née à Londres en 1864, ne s'est évidemment pas créée sur la xénophobie mais bien, entre autres, sur la menace « *de*

**MICHÉA RAILLE
LES ÉLITES
PROGRESSISTES
QUI SE
PROSTERNENT
DEVANT LES
MODÈLES DE
GOLDMAN SACHS
ET DE LA SILICON
VALLEY.**

faire venir des Français, des Allemands, des Belges qui travaillent à meilleur compte ». En 1980, le secrétaire général du Parti communiste, Georges Marchais, publiait un manifeste contre l'immigration clandestine auprès duquel les exhortations actuelles de Marine Le Pen passeraient pour l'expression d'un centrisme mollasson. Et Jean-Claude Michéa de conclure: « *De toute évidence, l'invitation constante de la*

gauche et de l'extrême gauche modernes à lever définitivement tous les obstacles à la “libre circulation des travailleurs du monde entier”, repose sur une compréhension de l'internationalisme très différente de celle du mouvement socialiste originel. »

Sans gommer leurs différences — qui sont profondes — et leurs démarches qui ne suivent pas, c'est le moins que l'on puisse écrire, les mêmes sentiers, Michéa et Benoist montrent le dessin caché de la tapisserie de notre temps: peu importe l'étiquette du flacon, et la couleur du breuvage, l'ivresse populiste a encore de beaux jours devant elle. ●



Le Moment populiste,
droite-gauche c'est fini!,
d'Alain de Benoist,
Pierre-Guillaume de Roux,
352 pages, 23,90 €.



Notre ennemi, le capital,
de Jean-Claude Michéa,
Climats, 320 pages, 19 €.